联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций | Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura | منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة

COMITE FINANCIER

Cent soixante-deuxième session

Rome, 23 - 25 mai 2016

Rapport de la Directrice exécutive sur l'utilisation des contributions et les dérogations (articles XII.4 et XIII.4 (h) du Règlement général)

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Nicholas Nelson
Directeur de la Division des finances et de la Trésorerie
Programme alimentaire mondial
Tél: +3906 6513 6410

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org

mq488

RÉSUMÉ

- Des renseignements sont donnés au Comité financier de la FAO et au Conseil d'administration du PAM, en application des articles XII.4 et XIII.4 (h) du Règlement général, sur: i) l'utilisation des ressources en espèces sans restriction pour acheter des produits (article XII.4 du Règlement général); ii) les contributions en produits ou en services uniquement des gouvernements des pays en développement, des pays en transition économique et d'autres donateurs non habituels (article XIII.4 (f) du Règlement général); et iii) les dérogations au recouvrement des coûts d'appui indirects pour les contributions en nature destinées à financer des coûts d'appui directs (article XIII.4 (g) du Règlement général).

INDICATIONS QUE LE COMITÉ FINANCIER DE LA FAO EST INVITÉ À DONNER

- Le Comité financier de la FAO est invité à prendre note du présent document d'information.

Projet d'avis

- **Conformément à l'article XIV du Statut du PAM, le Comité financier de la FAO prend note du document intitulé "Rapport de la Directrice exécutive sur l'utilisation des contributions et les dérogations (articles XII.4 et XIII.4 (h) du Règlement général)".**

WFP
Programme Alimentaire Mondial
wfp.org/fr

Session annuelle
du Conseil d'administration
Rome, 13–17 juin 2016

Distribution: générale
Date: 13 mai 2016
Original: anglais
** Nouvelle parution pour raisons techniques*

Point 6 de l'ordre du jour
WFP/EB.A/2016/6-J/1*
Ressources, questions financières et budgétaires
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (http://executiveboard.wfp.org).

Rapport de la Directrice exécutive sur l'utilisation des contributions et les dérogations (articles XII.4 et XIII.4 (h) du Règlement général)

Introduction

1. Le présent rapport donne des renseignements au Conseil, en application des articles XII.4 et XIII.4 (h) du Règlement général, sur: i) l'utilisation des ressources en espèces sans restriction pour acheter des produits (article XII.4 du Règlement général); ii) les contributions en produits ou en services uniquement des gouvernements des pays en développement, des pays en transition économique et d'autres pays donateurs non habituels (article XIII.4 (f) du Règlement général); et iii) les dérogations au recouvrement des coûts d'appui indirects (CAI) pour les contributions en nature destinées à financer des coûts d'appui directs (CAD) (article XIII.4 (g) du Règlement général).

Utilisation des ressources en espèces sans restriction pour acheter des produits dans les pays en développement (article XII.4 du Règlement général)

2. Aux termes de l'article XII.4 du Règlement général, le Directeur exécutif veille à l'utilisation optimale des ressources disponibles en produits, en espèces et en services. À cet effet, il peut utiliser des ressources en espèces non assorties de restrictions pour acheter des produits, dans toute la mesure possible dans des pays en développement; il fait rapport sur ces achats au Conseil. Le présent document rend compte de l'utilisation des ressources en espèces non assorties de restrictions pour la catégorie des activités de développement.

3. En 2015, le montant disponible au titre des ressources en espèces non assorties de restrictions s'est établi à 3,3 millions de dollars É.-U. (contre 14,1 millions de dollars en 2014). Sur ce montant, 2,8 millions de dollars (contre 11,4 millions de dollars en 2014), soit 87 pour cent (contre 81 pour cent en 2014), ont servi à acheter des produits alimentaires dans des pays en développement. Le montant restant, soit 0,4 million de dollars (13 pour cent) a servi à financer des achats dans des pays développés (contre 2,7 millions de dollars en 2014, soit 19 pour cent). Des renseignements détaillés sont présentés au tableau 1.

Coordonnateur responsable:

M. N. Nelson
Directeur
Division des finances et de la Trésorerie
tél.: 066513-6410

4. On trouvera dans le Rapport annuel sur les résultats de 2015 (WFP/EB.A/2016/4) de plus amples renseignements sur les achats de produits dans les pays en développement, toutes ressources en espèces et toutes catégories d'activités confondues.

TABLEAU 1: UTILISATION EN 2015 DES RESSOURCES EN ESPÈCES SANS RESTRICTION POUR ACHETER DES PRODUITS CONFORMÉMENT À L'ARTICLE XII.4 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL – CATÉGORIE DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT (*en dollars*)		
Pays d'achat	**Pays en développement**	**Pays développés**
Bangladesh	181 008	–
Canada	–	38 700
Éthiopie	108 120	–
Ghana	17 438	–
Inde	342 764	–
Indonésie	126 265	–
Italie	–	48 840
Kazakhstan	147 384	–
Libéria	12 194	–
Madagascar	156 856	–
Malawi	209 729	–
Mozambique	38 972	–
Népal	154 572	–
Nicaragua	156 179	–
Pakistan	665 943	–
Fédération de Russie	–	269 460
Rwanda	110 000	–
République-Unie de Tanzanie	132 380	–
Turquie	46 464	–
Ukraine	27 654	–
États-Unis d'Amérique	–	83 522
Zambie	199 638	–
Total 2015	**2 833 559**	**440 522**
TOTAL GÉNÉRAL 2015	**3 274 080**	
Pourcentage 2015	**87**	**13**
Total 2014	**11 367 965**	**2 693 218**
TOTAL GÉNÉRAL 2014	**14 061 183**	
Pourcentage 2014	**81**	**19**

Contributions en produits ou en services fournies par les gouvernements de pays en développement, de pays en transition économique et d'autres pays donateurs non habituels (article XIII.4 (f) du Règlement général)

5. De nombreux gouvernements de pays en développement ou de pays en transition économique et d'autres pays donateurs non habituels apportent leur soutien aux opérations du PAM au moyen de contributions en produits ou en services conformément à l'article XIII.4 (f) du Règlement général. En 2015, la valeur de ces contributions s'est établie à 116,5 millions de dollars dans le cadre de dispositifs de couplage (contre 86,6 millions de dollars en 2014). Les contributions en produits et en services ont été couplées à des contributions en espèces d'un montant de 66 millions de dollars versées par d'autres donateurs (contre 49,3 millions de dollars en 2014) et à un montant de 2,4 millions de dollars puisés dans le Fonds de complément des contributions des nouveaux donateurs (contre 0,5 million de dollars en 2014). En 2015, pour cette catégorie de contributions, le montant des dérogations au recouvrement des CAI s'est élevé à 0,3 million de dollars. Aucune dérogation au recouvrement des CAI n'avait été enregistrée en 2014.

TABLEAU 2: CONTRIBUTIONS FOURNIES EN 2015 CONFORMÉMENT À L'ARTICLE XIII.4 (f) DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL (*en dollars*)

Donateur	Valeur (produits/services)	Autres coûts et CAI financés par		Montant des CAI visés par la dérogation
		Un autre donateur	Le Fonds de complément des contributions des nouveaux donateurs*	
Bangladesh	4 127 568	2 080 682	–	–
Brésil	4 757 256	3 084 613	–	–
Cameroun	912 300	36 005	684 088	–
Tchad	223 118	143 130	–	–
Guinée-Bissau	39 500	–	43 943	–
Iran, République islamique d'	3 959 451	1 440 633	–	277 162
Iraq	592 900	378 285	–	–
Kenya	613 402	627 289	–	–
Malawi	17 504 787	17 675 379	1 000 000	–
Pakistan	80 604 130	37 555 645	–	–
Soudan du Sud	560 000	1 319 405	–	–
Zambie	1 389 870	598 978	661 161	–
Zimbabwe	1 246 409	1 104 138	–	–
TOTAL 2015	**116 530 692**	**66 044 182**	**2 389 192**	**277 162**
TOTAL 2014	**86 584 498**	**49 253 494**	**459 116**	**0**

* Le Fonds de complément des contributions des nouveaux donateurs a financé les coûts associés à ces contributions.

Dérogations au recouvrement des coûts d'appui indirects pour les contributions en nature sous forme de services et les articles non alimentaires (article XIII.4 (g) du Règlement général)

6. Les opérations du PAM ont été étoffées au moyen de contributions en nature sous forme de services et d'articles non alimentaires. En 2015, ces contributions ont représenté au total 17,4 millions de dollars, montant sur lequel les dérogations au recouvrement des CAI accordées représentaient 1,2 million de dollars (en 2014, les contributions se chiffraient à 22,3 millions de dollars et les

dérogations à 1,6 million de dollars). Le tableau 3 donne le détail par donateur, pays bénéficiaire, valeur et montant des CAI visés par la dérogation.

TABLEAU 3: DÉROGATIONS AU RECOUVREMENT DES CAI EN 2015 POUR LES CONTRIBUTIONS EN NATURE VISANT À COUVRIR LES CAD CONFORMÉMENT À L'ARTICLE XIII.4 (g) DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL (*en dollars*)

Donateur	Pays/région bénéficiaire	Valeur	Montant des CAI visés par la dérogation
Réserve civile du Canada	Guinée	548 708	38 410
	Libéria	276 040	19 323
	Sierra Leone	75 015	5 251
Centre de gestion des crises	Népal	34 650	2 426
	Sierra Leone	48 390	3 387
Conseil danois pour les réfugiés	Bureau régional de Bangkok	30 749	2 152
	Éthiopie	33 771	2 364
	Haïti	167 889	11 752
	Libéria	72 855	5 100
	Malawi	143 571	10 050
	Mozambique	243 108	17 018
	Sierra Leone	24 172	1 692
	Ukraine	428 127	29 969
Ericsson Response	Bureau régional de Bangkok	168 018	11 761
	Népal	253 947	17 776
	Sierra Leone	347 499	24 325
Agence fédérale allemande de secours techniques	Siège, Rome	86 529	6 057
	Népal	24 971	1 748
	Bureau régional de Dakar	403 871	28 271
Unité islandaise de réponse aux crises	Bureau régional de Nairobi	124 520	8 716
Irish Aid	Siège, Rome	256 152	17 931
	Malawi	42 795	2 996
	Népal	182 933	12 805
NetHope	Népal	80 779	5 655
Conseil norvégien pour les réfugiés	Arménie	8 946	626
	Bureau régional de Bangkok	272 160	19 051
	Bureau régional du Caire	121 616	8 513
	Cameroun	128 009	8 961
	Tchad	30 973	2 168
	République démocratique du Congo	210 131	14 709
	Éthiopie	278 195	19 474
	Guinée	402 189	28 153

TABLEAU 3: DÉROGATIONS AU RECOUVREMENT DES CAI EN 2015 POUR LES CONTRIBUTIONS EN NATURE VISANT À COUVRIR LES CAD CONFORMÉMENT À L'ARTICLE XIII.4 (g) DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL (*en dollars*)			
Donateur	**Pays/région bénéficiaire**	**Valeur**	**Montant des CAI visés par la dérogation**
	Siège, Rome	186 208	13 035
	Iraq	409 372	28 656
	République démocratique populaire lao	128 882	9 022
	Libéria	219 375	15 356
	Malawi	88 367	6 186
	Népal	397 132	27 799
	Sierra Leone	73 348	5 134
	Soudan du Sud	125 490	8 784
	République arabe syrienne	73 611	5 153
	Ukraine	75 460	5 282
	Zimbabwe	129 294	9 051
RedR Australia	Bureau régional de Bangkok	75 290	5 270
	Bangladesh	109 023	7 632
	Siège, Rome	190 771	13 354
	Indonésie	63 915	4 474
	République démocratique populaire lao	227 056	15 894
	Libéria	145 710	10 200
	Népal	109 697	7 679
	Timor-Leste	49 295	3 451
Renault Trucks	Siège, Rome	14 088	1 409
Royal DSM	Siège, Rome	120 000	12 000
Stop Hunger Now	Siège, Rome	96 059	9 606
Agence suédoise pour la protection civile	Cameroun	117 488	8 224
	République centrafricaine	62 657	4 386
	Tchad	55 713	3 900
	Iraq	407 290	28 510
	Liban	62 410	4 369
	Libéria	210 264	14 718
	Malawi	683 101	47 817
	Mali	128 850	9 020
	Mozambique	40 050	2 804
	Bureau régional de Nairobi	69 999	4 900
	Népal	2 529 552	177 069

TABLEAU 3: DÉROGATIONS AU RECOUVREMENT DES CAI EN 2015 POUR LES CONTRIBUTIONS EN NATURE VISANT À COUVRIR LES CAD CONFORMÉMENT À L'ARTICLE XIII.4 (g) DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL (*en dollars*)			
Donateur	**Pays/région bénéficiaire**	**Valeur**	**Montant des CAI visés par la dérogation**
	Sierra Leone	250 996	17 570
	Ukraine	198 136	13 870
Direction suisse du développement et de la coopération	Afghanistan	158 579	11 100
	Bureau régional de Bangkok	67 035	4 692
	République démocratique du Congo	135 092	9 456
	Siège, Rome	317 445	22 221
	Madagascar	304 350	21 305
	Myanmar	153 082	10 716
	Bureau régional de Nairobi	493 443	34 541
	Népal	183 705	12 859
	Niger	135 331	9 473
	Bureau régional de Panama	220 154	15 411
	Sierra Leone	48 343	3 384
	Soudan du Sud	151 654	10 616
	Soudan	403 989	28 279
	République arabe syrienne	18 701	1 309
	Ukraine	76 318	5 342
Ministère du développement international (Royaume-Uni)	Bureau régional de Bangkok	97 445	6 821
	Bangladesh	237 666	16 637
	Burundi	65 248	4 567
	Éthiopie	109 434	7 660
	Libéria	67 300	4 711
	Népal	34 053	2 384
	Sierra Leone	220 491	15 434
	Soudan du Sud	133 017	9 311
Agence des États-Unis pour le développement international	Bureau régional de Dakar	66 500	4 655
TOTAL 2015		**17 373 585**	**1 223 056**
TOTAL 2014		**22 268 202**	**1 558 774**